



## Les grands titres:

- Charlie Hebdo : Ban Ki-moon à la Mission française à New York pour signer le livre de condoléances
- Mali : une nouvelle attaque contre des Casques bleus à Kidal fait sept blessés
- Soudan du Sud : des massacres de civils auraient eu lieu en avril 2014, selon l'ONU
- Yémen : le chef des droits de l'homme de l'ONU s'inquiète pour les civils
- Haïti : cinq ans après le séisme, les progrès menacés par la pauvreté et les inégalités, selon le PAM
- Des milliers de réfugiés fuient les attaques des insurgés dans le nord-est du Nigéria
- Sri Lanka : Ban Ki-moon salue le bon déroulement de l'élection présidentielle
- Ebola : les essais de vaccins peuvent offrir des « signes d'espoir », selon l'OMS
- Libye : l'envoyé de l'ONU propose aux parties un gel des hostilités et l'ouverture d'un dialogue

## **Charlie Hebdo : Ban Ki-moon à la Mission française à New York pour signer le livre de condoléances**



**9 janvier** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est rendu vendredi à la Mission française auprès de l'ONU à New York pour signer le livre de condoléances à la suite de l'attaque meurtrière contre le magazine Charlie Hebdo à Paris.

« J'ai présenté, au nom des Nations Unies, mes plus sincères condoléances aux familles des victimes, au peuple et au gouvernement de la France pour cette attaque terroriste inacceptable contre le magazine Charlie Hebdo », a-t-il dit lors d'un point de presse après avoir signé le livre. « Nous sommes solidaires avec le peuple de France pour faire face à

cette tragédie ».

Le chef de l'ONU a indiqué avoir discuté au téléphone avec le Président français François Hollande. « J'ai exprimé la solidarité de la communauté internationale. Nous nous sommes mis d'accord pour travailler étroitement pour faire face aux attaques terroristes », a-t-il ajouté. Il s'est dit soulagé que la traque des auteurs de l'attaque contre Charlie Hebdo soit terminée.

« J'exhorte tous les gens à travers le monde à renforcer le niveau de tolérance et de respect pour les croyances, la religion et les traditions des autres », a affirmé M. Ban. « Quand notre religion, nos croyances sont importantes, nous devrions savoir que les croyances des autres sont aussi importantes que les nôtres ».

Le chef de l'ONU a adressé un message de soutien « au peuple courageux de France, et en particulier à ceux qui travaillent dans les médias pour livrer les informations ». « Il est important que la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté d'opinion soient protégées ».

Selon la presse, les deux auteurs de l'attaque contre Charlie Hebdo ont été tués vendredi lors d'un assaut des



forces de l'ordre au nord de Paris alors qu'ils retenaient en otage les salariés d'une imprimerie.

## Mali : une nouvelle attaque contre des Casques bleus à Kidal fait sept blessés



**9 janvier** - Sept Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) ont été blessés lors d'une attaque à l'explosif près de l'aéroport de Kidal, dans le nord du pays.

L'engin explosif a explosé lors du passage d'un véhicule transportant des troupes du contingent sénégalais de la MINUSMA. Quatre Casques bleus ont des blessures légères et trois souffrent de fractures et ont été transportés à l'hôpital de la MINUSMA à Gao, a précisé la MINUSMA dans un communiqué de presse.

La zone où l'explosion a eu lieu a été immédiatement sécurisée et une enquête par des experts de la Mission sur la nature de l'explosif utilisé est en cours.

Ces événements interviennent quelques jours à peine après que huit Casques bleus de la MINUSMA ont été blessés dans une attaque également menée à l'engin explosif le 5 janvier dernier, dans cette même région de Gao.

La MINUSMA a condamné avec vigueur « cette ignoble attaque terroriste contre les Casques bleus, qui sont venus au Mali dans le seul but d'apporter assistance aux autorités et au peuple maliens ».

Elle a réitéré son appel aux acteurs présents sur le terrain impliqués dans le processus de paix en cours de se conformer à l'engagement qu'ils ont pris en septembre 2014 à Alger de prévenir les attaques contre les Casques bleus.

La Mission a lancé encore une fois un appel pour que les responsables de ces crimes soient identifiés et répondent de leurs actes devant la justice.

## Soudan du Sud : des massacres de civils auraient eu lieu en avril 2014, selon l'ONU



Une femme avec ses enfants faisant partie de déplacés internes au Soudan du Sud.

Photo: MINUSS/Gideon Pibor

**9 janvier** - Les forces armées de l'opposition au Soudan du Sud auraient tué des centaines de civils le 15 avril 2014, après avoir repris le contrôle aux forces gouvernementales de la capitale de l'État d'Unity, Bentiou, indique un nouveau rapport rendu public vendredi par la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUSS).

Elaborée par la Division des droits de l'homme de la MINUSS, cette étude de 33 pages fait également état du meurtre de dizaines de civils par un groupe d'hommes armés ayant attaqué le 17 avril le site de protection des civils de la Mission dans les environs de capitale de l'Etat de Jonglei, Bor.

Fondé sur la collecte et l'analyse de preuves matérielles par les experts des droits de l'homme de la MINUSS et sur des entretiens réalisés avec 142 sources différentes, le rapport conclut qu'il existe des motifs raisonnables de penser qu'au moins 353 civils ont été tués et 250 autres blessés dans les deux attaques.

Le rapport constate également qu'à Bentiou comme à Bor, les victimes ont été délibérément prises pour cible sur la base de leur appartenance ethnique, de leur nationalité ou de leur soutien supposé à l'une des parties au conflit.

Près de neuf mois après les attaques, aucun auteur n'a été tenu pour responsable par le Gouvernement de la République du Soudan du Sud ou par les forces de l'Armée/Mouvement populaire de libération du Soudan dans l'opposition.

Selon le rapport, au moins 287 civils ont été tués dans une mosquée de Bentiu par les forces de l'opposition après qu'elles ont repris le contrôle de la capitale de l'État d'Unity, dans la matinée du 15 avril. Nombre d'entre les victimes étaient des commerçants soudanais et leurs familles, pris pour cible en raison de leur provenance du Darfour. Au moins 19 civils ont été tués à l'Hôpital civil de Bentiu ce même jour, souligne le rapport de la MINUSS.

Deux jours plus tard, précise le rapport, dans la matinée du 17 avril, un groupe d'hommes âgés de 20 à 40 ans s'est présenté aux portes du camp de la MINUSS pour exiger l'expulsion de jeunes gens issus de l'ethnie Nuer de la Mission. Le groupe est ensuite entré de force à l'intérieur du site protégé et a procédé à l'exécution, au saccage, au pillage et à l'enlèvement de dizaines de personnes déplacées. Au moins 47 d'entre elles ont péri dans l'attaque, indique le rapport, selon lequel tout porte à croire que l'attaque était planifiée à l'avance.

Le rapport contient également une série de recommandations appelant toutes les parties à la crise au Soudan du Sud à mettre immédiatement fin aux hostilités et aux violations flagrantes des droits de l'homme ainsi qu'à respecter l'inviolabilité du personnel et des locaux des Nations Unies.

« La MINUSS condamne fermement les meurtres et les déplacements répétés des civils sur la base de leur identité ethnique près de neuf mois après les événements d'avril 2014 », a déclaré dans un communiqué rendu public à l'occasion de la sortie du rapport la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies au Soudan du Sud, Ellen Margrethe Loej. « Nous appelons les parties à mettre fin à la violence et à mener des enquêtes complètes et crédibles sur les allégations de violations afin que les auteurs soient tenus pour responsables ».

## Yémen : le chef des droits de l'homme de l'ONU s'inquiète pour les civils



**9 janvier** - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exprimé vendredi sa vive inquiétude concernant le sort des civils yéménites qui paient un lourd tribut alors que la violence et l'insécurité s'aggravent dans le pays.

« Ces dernières semaines, des dizaines de personnes ont été tuées dans une succession d'attentats au Yémen. Ces actes gratuits de violence aveugle sont tout à fait déplorables, mais – peut-être parce que la violence frappe beaucoup d'autres pays – relativement peu d'attention est accordée à la situation au Yémen », a souligné M. Zeid dans un communiqué

de presse.

Mercredi, au moins 37 personnes sont mortes quand une voiture piégée a explosé à l'extérieur d'une académie de police dans la capitale Sana'a.

« J'exhorte toutes les parties au Yémen à renoncer à l'usage de la violence pour éviter la mort d'innocents et à prendre des mesures concrètes en vue de la mise en œuvre immédiate et effective de l'accord de paix et de partenariat », a dit le Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

Dans le sud du Yémen, les forces de sécurité auraient fait usage d'une force disproportionnée, tirant notamment à balles réelles, pour disperser des manifestants en décembre.

« Malgré la situation difficile à laquelle elles sont confrontées, il est essentiel que les forces de sécurité gouvernementales cessent de faire usage d'une force excessive, qui entraîne la mort de civils, et que le gouvernement et les groupes armés cessent les détentions arbitraires », a dit M. Zeid.

« Les violations du droit international des droits de l'homme par toutes les parties doivent faire rapidement l'objet d'une enquête indépendante pour traduire les responsables en justice », a-t-il ajouté.

## Haïti : cinq ans après le séisme, les progrès menacés par la pauvreté et les inégalités, selon le PAM



**9 janvier** - Cinq ans après un séisme dévastateur en Haïti qui a tué environ 200.000 personnes, le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé vendredi un appel à la communauté internationale pour qu'elle poursuive son soutien afin que les progrès réalisés ne soient pas menacés.

« La pauvreté chronique et l'inégalité, la dégradation de l'environnement et l'instabilité politique menacent les réalisations de la société haïtienne faites au cours de ces cinq dernières années », a déclaré la Représentante par intérim du PAM en Haïti, Wendy

Bigham.

Selon elle, il est impératif de maintenir cet acquis pour rendre Haïti plus résiliente à toute nouvelle catastrophe.

L'agence a déclaré avoir besoin de plus de 9 millions de dollars pour fournir une aide alimentaire essentielle jusqu'au mois de mai 2015 aux Haïtiens dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle reste précaire.

Du fait de sa position géographique, Haïti est très exposé aux catastrophes naturelles comme les ouragans, les inondations, les glissements de terrain et la sécheresse. Aujourd'hui encore, 3 millions d'Haïtiens ne sont pas certains de pouvoir manger à leur faim.

Depuis 2010, le PAM aide à créer des opportunités d'emploi pour 200.000 Haïtiens à travers des projets d'argent et nourriture contre travail visant à stabiliser la sécurité alimentaire.

Au cours de l'année 2015, le PAM va mettre en œuvre des projets visant à porter assistance à 1,2 million de personnes vulnérables et notamment à fournir des repas chauds à près d'un demi-million d'écoliers quotidiennement. Certains des produits sont achetés localement dans le but de renforcer la capacité des producteurs locaux.

## Des milliers de réfugiés fuient les attaques des insurgés dans le nord-est du Nigéria



**9 janvier** - Environ 7.300 réfugiés nigériens sont arrivés durant les 10 derniers jours dans l'ouest du Tchad, fuyant les attaques des insurgés dans le nord-est du Nigéria, s'est inquiété vendredi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Des équipes du HCR au Tchad se trouvent actuellement près de la frontière nigérienne afin de collecter des informations sur les nouveaux arrivants et leurs besoins, a précisé l'agence de l'ONU dans un communiqué.

A l'origine de ces déplacements, des attaques menées par les insurgés dans la ville de Baga et dans les villages environnants, dans le nord-est du Nigéria, auraient fait selon les médias des centaines de morts, contraignant la plupart des habitants à fuir.

Au Tchad, les réfugiés sont hébergés par les communautés locales de villages situés à environ 450 kilomètres au nord-ouest de la capitale du pays, N'Djamena. Le gouvernement tchadien a demandé l'assistance des organisations humanitaires pour aider les réfugiés. La distribution d'articles de secours a déjà commencé, a précisé le HCR.

« Nous sommes déjà en train de fournir des bâches en plastique, des jerrycans, des nattes, des couvertures et des ustensiles de cuisine. D'autres organisations humanitaires distribuent l'aide aussi », a précisé le HCR, qui estime à environ 10.000 au total le nombre de réfugiés nigériens ayant trouvé un abri au Tchad, en comptant la nouvelle vague en provenance de Baga.

Dans le même temps, des milliers de réfugiés ayant fui l'attaque du groupe islamiste Boko Haram contre la ville nigériane de Damassak en novembre sont arrivés dans les environs de Gagamari au Niger dans les dernières semaines, a ajouté le HCR.

En décembre, les premiers résultats d'un recensement gouvernemental, toujours en cours, organisé avec l'appui technique du HCR, ont révélé qu'au moins 90.000 personnes en provenance du Nigeria ont trouvé refuge dans la région de Diffa au Niger depuis mai 2013.

## Sri Lanka : Ban Ki-moon salue le bon déroulement de l'élection présidentielle



**9 janvier** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a félicité vendredi le peuple du Sri Lanka pour le bon déroulement de l'élection présidentielle qui vient tout juste d'avoir lieu dans le pays et pour le transfert constitutionnel du pouvoir.

S'exprimant par l'intermédiaire de son Porte-parole, Stéphane Dujarric, le chef de l'ONU a salué dans un communiqué de presse la Commission électorale sri-lankaise pour « le professionnalisme dont elle a fait preuve afin de garantir une élection pacifique et crédible ».

Il a également loué les efforts déployés par les candidats, notamment le Président sortant Mahinda Rajapaksa, la société civile et les organismes chargés du maintien de l'ordre en faveur de la défense et du respect de la gouvernance démocratique.

L'élection, qui avait été annoncée en octobre 2014, s'est tenue au Sri Lanka le 8 janvier 2015. Elle opposait le Président sortant en poste depuis 2005 et candidat à un troisième mandat présidentiel, M. Rajapaksa, au candidat de la coalition de l'opposition, Maithripala Sirisena. Selon les résultats officiels, M. Rajapaksa a été battu par M. Sirisena à 51,3% des suffrages.

D'après la presse, suite à l'annonce des résultats officiels, M. Rajapaksa a reconnu sa défaite.

Le Secrétaire général s'est déclaré impatient de travailler avec le nouveau Président élu, M. Sirisena, et le peuple du Sri Lanka. Il a également affirmé son soutien répété, au nom de l'Organisation, en faveur du « développement, de la réconciliation, du dialogue politique et de la responsabilité au Sri Lanka ».

## Ebola : les essais de vaccins peuvent offrir des « signes d'espoir », selon l'OMS



**9 janvier** - L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a tenu jeudi à Genève sa deuxième réunion de haut niveau sur l'accès et le financement des vaccins contre le virus Ebola, afin d'examiner l'état actuel des essais cliniques et tests d'efficacité.

« Nous sommes ici pour faire le point, planifier les prochaines étapes, et nous assurer que tous les partenaires travaillent en tandem. Nous voulons tous maintenir la dynamique et le sentiment d'urgence », a dit la Directrice-générale de l'OMS, Dr. Margaret Chan, au début de cette réunion.

Le vaccin au stade le plus avancé doit entrer en phase III des tests d'efficacité en Afrique de l'Ouest en janvier et février 2015, et s'il s'avère efficace, il sera disponible quelques mois plus tard.

« Vous vous êtes donnés des délais très serrés et vous progressez rapidement. Ce que vous faites est sans précédent : faire en quelques mois ce qui prend normalement deux à quatre ans, tout en ne compromettant pas les normes internationales de sécurité et d'efficacité », a dit la chef de l'OMS.

« Comme l'a fait observer un employé de l'OMS qui a passé plusieurs mois en Guinée, ce dont les gens ont le plus besoin c'est d'espoir. Ils ont vu les familles et les communautés frappées par ce virus depuis un an et ils sont proches du désespoir », a-t-elle ajouté. « Vous pouvez leur donner un peu d'espoir ».

Des représentants des fabricants et des institutions de recherche qui développent et testent actuellement des vaccins contre Ebola, des responsables gouvernementaux des pays affectés par Ebola et des pays voisins, et des ONG participaient à cette réunion.

Les discussions ont également porté sur les mécanismes de financement. La première réunion de haut niveau sur les vaccins contre Ebola s'était tenue le 23 octobre 2014.

Faisant le point de la situation dans les trois pays les plus affectés, la chef de l'OMS a estimé que la situation au Libéria semblait actuellement « bien plus prometteuse » qu'elle ne l'était en octobre et en novembre. Toutefois, certains pensent que le virus s'est déplacé des villes vers des zones rurales reculées.

La Sierra Leone, pour sa part, a dépassé le Libéria et est désormais le pays le plus touché. Plusieurs centaines de cas sont signalés chaque semaine.

## Libye : l'envoyé de l'ONU propose aux parties un gel des hostilités et l'ouverture d'un dialogue



**9 janvier** - Dans le cadre d'efforts déployés visant à résoudre la crise politique et sécuritaire en Libye, le Représentant spécial du Secrétaire général pour le pays, Bernardino Leon, s'est entretenu mercredi 8 janvier avec les parties prenantes au conflit sur les modalités de cessation des hostilités et d'ouverture d'un dialogue politique national.

M. Leon, qui est également le chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MINUL), a rencontré les principaux acteurs censés prendre part au dialogue à Tobrouk et à Tripoli, a déclaré la MINUL dans un communiqué publié vendredi. Selon la Mission, le

Représentant spécial a insisté lors de ces rencontres sur la nécessité de convoquer très prochainement un deuxième cycle de dialogue politique en vue de mettre un terme au glissement du pays vers un conflit profond et l'effondrement économique.

« La majorité du peuple libyen veut la paix. Il ne devrait pas être pris en otage par une petite minorité qui pense pouvoir gagner ce conflit militairement », a déclaré M. Leon. « Il est important que ce dialogue entre les parties libyennes commence dans les plus brefs délais ».

« Les Nations Unies considèrent qu'il est extrêmement important de cesser le feu, d'arrêter les combats, afin que ce dialogue politique puisse démarrer sur de bonnes bases », a-t-il ajouté.

Selon, M. Leon, suite à sa rencontre avec le général Khalifa Haftar de l'Armée nationale libyenne à Al Marj, ce dernier a réagi positivement à la proposition de l'ONU. A Tripoli, le Représentant spécial s'est entretenu avec les commandants de brigades armées de la ville de Misrata, qui se sont également montrés intéressés par la proposition de l'ONU de geler les hostilités.

« Les Libyens doivent s'unir et tenter de résoudre leurs différences s'ils veulent prémunir leur pays, ses habitants, ses ressources, ses infrastructures et institutions étatiques contre des douleurs et destructions supplémentaires, et être efficaces dans leur lutte contre le terrorisme », a dit M. Leon. « Les Nations Unies continueront à encourager les efforts pour la reprise du processus politique afin de réaliser les objectifs de paix et de stabilité des Libyens ».